



Raymond Ranjeva à l'hôtel La Rotonde, le 22 février 2013

Ben voyons! Lorsqu'un éminent juriste de renom international se permet d'utiliser un vocabulaire de charretier, c'est que çà ne tourne pas rond dans sa tête, jusqu'à oublier les hautes études qu'il a suivi.

«*Etat sauvage*», «*Etat voyou*». Une ritournelle, signée Professeur Raymond Ranjeva, et entendue à l'hôtel La Rotonde de Besarety, le 22 février 2013. Sauvage étant synonyme de barbare, voyons ce qu'en pense le philosophe Claude Lévi-Strauss:

«Il n'y a rien qui marque plus l'inculture d'un homme que d'en qualifier un autre de barbare. Le barbare, c'est d'abord celui qui croit à la barbarie».

(

in

le chapitre sur l'ethnocentrisme, dans un texte qu'il a rédigé pour l'Unesco en 1952)

.

A La Rotonde, Raymond Ranjeva a parlé d'Etat «*voyou*», c'est-à-dire que tous les dirigeants de l'actuelle transition le sont. Ben voyons! Qu'est-ce qu'un voyou? C'est un individu peu scrupuleux qui ne respecte pas les lois. Il en existe exactement 12 synonymes, qui sont: aigrefin, bandit, canaille, chenapan, crapule, frappe, galapiat, garnement, gouape, gredin, terreur, truand. On a l'impression que Me Ranjeva est (aussi) un spécialiste en la matière. Il ne pourrait en être autrement car un membre de sa famille même, correspond à tout cela.

Certes, il n'est pas responsable de Louis, son frère cadet, mais celui-ci porte tout de même le nom de Ranjeva. A chaque fois qu'il intervient pour attaquer directement l'actuel 5^e régime de transition que Madagascar a traversé, il fait comme si les «*exploits*» de l'autre Ranjeva n'était qu'une légende pour faire peur aux enfants pas sages. Avant de critiquer les autres, M^ossieur

l'ancien juge de La Haye, il importe de balayer devant sa porte et dans sa propre demeure.

Directeur d'agence de la Banque centrale et membre de l'Alliance française à *Manakara*, *ce cher Louis Ranjeva a détourné 12 milliards d'ariary (60 milliards d'anciens francs) en août 2007*. Puis, il a disparu dans la nature jusqu'au jour d'aujourd'hui. Lorsqu'on a un bandit, un aigrefin, une canaille dans sa propre famille, on évite de traiter les autres de la même manière. C'est une solution de facilité indigne pour un éminent juriste, décidément pauvre en vocabulaire, mais tellement aveuglé par on-ne-sait-quelle haine.

En tout cas, Louis Ranjeva a été condamné à 15 ans de travaux forcés et à une amende de quatre millions d'ariary. Or, il court toujours. En attendant la date de prescription sans doute. Mais le Juge Ranjeva doit savoir qu'il n'y aura jamais de prescription dans ce cas d'espèce. A l'époque donc, l'Etat dirigé par Marc Ravalomanana (celui qui tutoie tout le monde, même l'Archevêque d'Antananarivo), était un état «*angélique*» qui allait apporter un réfrigérateur et une voiture Renault 4L dans la cour de tous les foyers malgaches. Quel genre d'Etat est aussi celui qui ne permet pas à ses opposants de revenir à Madagascar, enterrer leurs proches? C'est très facile aussi de dire que «*plus rien ne marche dans le pays notamment en matière de gouvernance, la sortie de crise est compromise*» . Par qui donc?

Et le grand Ranjeva (Raymond car il y a aussi Marcel le Général, hormis Louis) de parler d'Etat de droit. Voici son cursus:



Licencié en droit (1965) de l'*Université de Madagascar* et diplômé de l'*École nationale d'administration de Madagascar*, il poursuit sa formation, A l'*Université Paris II-Panthéon-Assas*, il obtient un Doctorat en droit public et passe avec succès l'Agrégation des Facultés de droit

en 1972. En ce début des années 1970, il a été professeur de finances publiques. Une de ses élèves, de 1974 à 1976, le décrit comme suit :

"Un personnage hautain et insolent"

.

Spécialiste des questions de droit international public (sujet de sa thèse de Doctorat), il est conférencier à l'

Académie de droit

international de La Haye

en 1987 et 1997 et enseigne en tant que Professeur de droit public à l'

Université de Madagascar

de 1981 à 1988; il devient ensuite le premier Recteur de l'

Université de Tananarive

, issue de la scission de la précédente (1988-1990). Il est Professeur invité dans plusieurs autres universités francophones, et Docteur honoris causa des

Universités de Strasbourg

et

Limoges

.

Raymond Ranjeva devient par ailleurs membre de la *Cour internationale de Justice* en 1991. Réélu en l'an 2000 à ce poste, il demeure juge international jusqu'en février 2009. Il est aussi membre de l'

Institut du droit international

du

Curatorium

de l'

Académie de droit international de La Haye

, du Conseil pontifical Justice et paix et du

Comité des experts du BIT pour l'application des conventions

; il a présidé la commission de conciliation pour la liberté syndicale et les droits de l'homme au Zimbabwe.

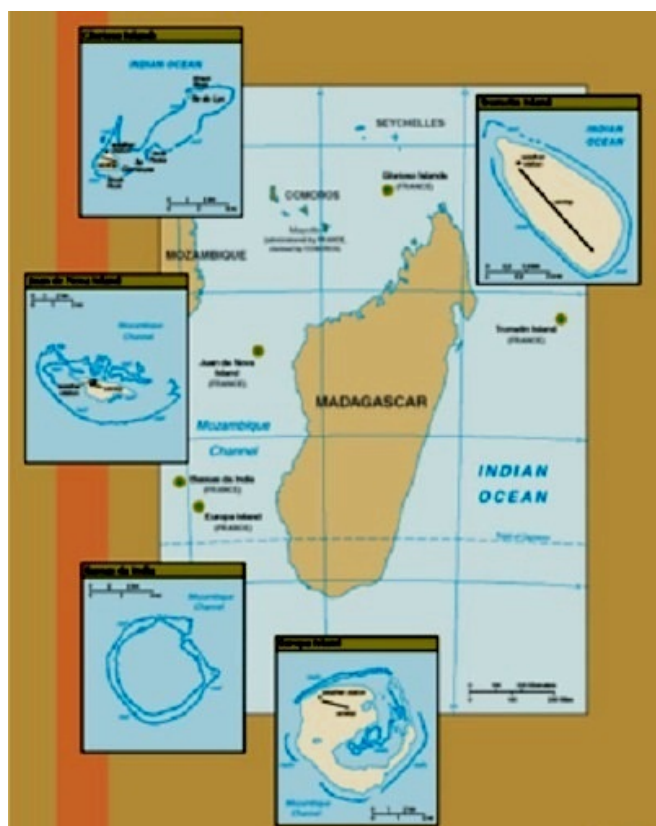
Outre ses distinctions françaises, Raymond Ranjeva possède la Grand croix de l'Ordre national malgache. Il est également Officier de l'Ordre national du Mali et Chevalier du Mérite de Madagascar.

Mais au final, alors que l'éminent Professeur Raymond Ranjeva est actuellement à la retraite,

la grande question est:
malgache elle-même ?

mais qu'a-t-il donc fait de mémorable pour la Nation

Spécialiste des questions de droit international public, il semble qu'il a été d'une nullité absolue à propos de la question relative aux îles éparses dans l'océan indien que sont: Europa, Bassas da India, Juan de Nova, les Glorieuses (Grande Glorieuse et île du Lys), Tromelin.



Île	Terres émergées	Lagon	ZEE	Coordonnées
Bassas da India	<1 km ²	79,8 km ²	123 700 km ²	21°28'S 39°11'E
Île Europa	30 km ²	9 km ²	127 300 km ²	22°21'S 40°21'E
Îles Glorieuses	7 km ²	29,6 km ²	48 350 km ²	11°33'S 47°20'E
Île Juan de Nova	5 km ²		61 050 km ²	17°03'S 42°43'E
Île Tromelin	1 km ²		280 000 km ²	15°53'S 54°31'E
Îles Éparses	44 km ²	118,4 km ²	640 400 km ²	

Source du dessin et du tableau: Wikipedia

Quatre d'entre elles (Europa, Bassas da India, Juan de Nova, les Glorieuses) sont revendiquée par Madagascar depuis les années 1970, mais toujours rien à l'horizon en cette année 2013. Au moment du retour de l'Indépendance de Madagascar, le 26 juin 1960, l'intérêt géopolitique de ces îles Éparses se posa car ces îles sont situées sur une importante route maritime permettant de relier l'Asie et le Moyen-Orient à l'Europe et l'Amérique. Elles comportent une importante ZEE (zone exclusive économique) et peuvent servir de site d'essais nucléaires.



De Gaulle dans les années 1960

C'est dans ce contexte que le Général Charles De Gaulle avait réaffirmé l'importance de l'absence de prétentions de souveraineté de Madagascar sur ces îles: *«Je mets en garde le Quai d'Orsay pour n'importe quelle emprise de Madagascar sur les îles et îlots français avoisinants. Cela ne se justifie d'aucune manière et risque d'entraîner des inconvénients. Les îles et îlots peuvent revêtir pour nous une importance réelle, notamment en ce qui concerne nos expériences atomiques. Je n'approuve donc pas qu'on introduise Madagascar en quoi que ce soit qui se passe dans ces îles, notamment en ce qui concerne la météo».*



Profesora Raymond Ranjeva be theoria

«K'aza miana-kendry ianao, Tompoko. Satria ianao dia tsy nahavita na inona na inona mikasika ireo nosy ireo, nefa io no mba spesialite-nao. Ka hiditra raharaha politika satria be diplaoma? Eisy e! Fa dia dondrona tokoa aminao ny sarambagem-bahoaka... Tsy ny fahaizanao miteny frantsay akory no inona. Fa inona no zava-bitanao, hatramin'izay ka ho raketin'ny Tantaram-pirenena, afa tsy ny tantara mitohy lavareny tsy dia mankaiza fa nofifonina olon-dehibe tsy mahay manaja tena. Marina tokoa aloha ny anao hoe:

«Il est temps de passer à l'étape de conscientisation et de mobilisation de tous les citoyens malgaches en collaboration avec la Communauté Internationale». Fa izao no tohiny: Pour leur faire comprendre que le Professeur Raymond Ranjeva est un beau parleur et un théoricien qui n'a jamais rien fait de vraiment concret pour son pays qu'il se met à insulter à longueur de conférences de presse. On attend le prochain épisode. Mais il est certain qu'il ne sera jamais intitulé:

«N

y mangina volamena»

, le silence est d'or. En tout cas, le tribunal de l'Histoire, lui, sera impitoyable.

Jeannot Ramambazafy – 24 février 2013

Document d'archives de Madagascar Tribune signé Eugène... Rajofera



Le conseil permanent des évêques catholiques termine aujourd'hui sa réunion annuelle. Présidé par son secrétaire général, Mgr Odon Arsène Razanakolona, la réunion en question s'est penchée sur la vie de l'église catholique à Madagascar et les affaires nationales. A propos de ce dernier point à l'ordre du jour, la déclaration des évêques catholiques sur les législatives du 23 septembre prochain est vivement attendue ce jour. A rappeler que quelques semaines avant l'élection présidentielle du 03 décembre 2006,

la conférence épiscopale des évêques catholiques a fait une déclaration tonitruante, qui a jugé inopportune la tenue de cette élection présidentielle. La même déclaration a soulevé des interrogations sur la suite à donner à la relation entre l'église catholique et l'Etat, après l'expulsion du Père Sylvain Urfer. Aujourd'hui, les évêques catholiques seraient amenés à s'exprimer sur cette élection législative organisée dans les mêmes conditions que les dernières présidentielles.

Contre-attaque

Depuis la dernière déclaration de la conférence épiscopale des évêques, de nombreux faits politiques se sont produits. Il y a eu la capture de Pety Rakotoniaina et l'incarcération de son épouse laly Rakotoniaina, d'une part, et d'autre part, l'arrestation de Roland Ratsiraka, tous les trois fervents croyants de la religion catholique.

Il y a eu également l'affaire de détournement des 60 milliards fmg à la Banque Centrale de Manakara. Une affaire qui connaît un rebondissement suspect ces derniers jours et au sein de laquelle, Louis Ranjeva, le frère cadet de l'actuel ministre des Affaires Etrangères Marcel Ranjeva, est impliqué. La relation qui existe entre l'église catholique et la famille Ranjeva n'est plus à démontrer. En effet, depuis que Me Jacques Sylla, un autre homme de l'église catholique, n'est plus premier ministre, c'est toujours le général Marcel Ranjeva qui représente l'Etat malagasy et le président de la République aux grands rendez-vous organisés par l'église catholique à Madagascar. La question est donc de savoir si le ministre Marcel Ranjeva va instrumentaliser l'église catholique pour sauver l'image de la famille, et pour contre-attaquer face aux offensives médiatiques qui ne sont pas favorables à son frère, ces derniers jours.

Coïncidence ou non, le président Marc Ravalomanana a révélé, au nom de la transparence, cette affaire de détournement au directeur de département Afrique du FMI, et ce, au moment du passage à Madagascar de Raymond Ranjeva, l'autre frère de Louis Ranjeva et non moins juge à la CIJ (Cour Internationale de Justice) de La Haye.

Eugène Rajofera, Madagascar Tribune du 24 août 2007

Autre document d'archives

Manakara

L'affaire Banque centrale en question



Au fond, le Général Marcel Ranjeva; au premier plan, le Général Charles Rabemananjara

A la suite du président de la République qui était alors en face d'une mission régionale du Fonds monétaire international (FMI), le Premier ministre a de nouveau remis sur le tapis le «*détournement de fonds de l'agence de la Banque centrale de Manakara*»

. Le Général Charles Rabemananjara a encore une fois donné l'impression d'avoir en face de soi l'ancien chef d'Etat en fuite, quand il disait

«*tsy hananan'ny fitondrana havana io; tsy hananako havana io, fa izay vandana dia kary*»

signifiant ainsi l'intransigeance de l'Etat face à une telle situation. Il a fait aussi croire que le FMI a un œil vigilant sur l'affaire. Donc il n'y a lieu de tenter aucune intervention. On veut bien le croire mais l'affaire est devenue officiellement si médiatique que cela n'inspire pas vraiment confiance en dépit des déclarations officielles. D'autant plus que des opposants font croire que les opérations se seraient produites au moment des propagandes des présidentielles et du référendum.

On se demande d'ailleurs qui peut ordonner une ponction ou un retrait et se faire écouter et obéir par un directeur de banque?

Un directeur d'une Banque centrale de surcroît? Pour l'instant, rien de vraiment concret mais des suppositions et des appréciations de la situation. Attendre et voir.

Madagascar Tribune du samedi 8 septembre 2007